

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/W/447
25 février 2003

(03-1139)

Conseil du commerce des marchandises

Original: espagnol

COLOMBIE - RAPPORT AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES AU SUJET DES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA SUPPRESSION PROGRESSIVE DES MIC

Communication de la Colombie

La Mission permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 20 janvier 2003.

Par la décision G/L/498, le Conseil du commerce des marchandises a prorogé jusqu'au 31 décembre 2003 la période de transition prévue pour les mesures concernant les investissements et liées au commerce appliquées par la Colombie. Conformément au point 2 de la décision susmentionnée, la Colombie a l'honneur de faire rapport au Conseil du commerce des marchandises au sujet des progrès accomplis dans la suppression progressive des MIC.

Le 13 janvier 2003, le gouvernement colombien a adopté le Décret n° 047 qui prévoyait que le visa du Ministère de l'agriculture et du développement rural ne sera plus exigé pour les demandes d'importation de produits relevant des sous-positions tarifaires indiquées dans le Programme d'élimination des MIC pour le secteur agricole (document G/C/W/340).

En modifiant la législation nationale par le Décret n° 047 joint à la présente communication, la Colombie montre qu'elle respecte pleinement la décision du Conseil du commerce des marchandises.

JOURNAL OFFICIEL
45.063
Bogotá, D.C., mardi 14 janvier 2003
Ministère de l'agriculture et du développement rural
DÉCRET N° 047 DE 2003
(13 janvier)

modifiant l'article premier du Décret n° 2439 de 1994.

Le Président de la République de Colombie, en vertu des pouvoirs constitutionnels et légaux qui lui sont conférés, en particulier par l'alinéa 25 de l'article 189 de la Constitution politique, sous réserve des règles générales énoncées dans les Lois n° 6^a de 1971 et 7^a de 1991, et sur la recommandation du Conseil supérieur du commerce extérieur,

CONSIDÉRANT:

Que, par la Loi n° 170 de 1994, la Colombie a approuvé l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC);

Que la Colombie a notifié à l'OMC la politique d'absorption de la production nationale de produits agricoles, conformément à l'article 5:1 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC);

Que l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce fait partie des accords multilatéraux de l'OMC sur le commerce des marchandises;

Que, le 29 novembre 1999, la Colombie a demandé au Conseil du commerce des marchandises de l'OMC, dans le document G/C/W/169 daté du 1^{er} décembre 1999, la prorogation de la période de transition pour l'application de la politique d'absorption de la production nationale;

Que le Conseil supérieur du commerce extérieur, à sa soixante et unième session, le 16 mars 2001, a recommandé au gouvernement de soumettre la politique d'absorption aux résultats de la négociation qui se déroulait alors à l'OMC;

Que, conformément au paragraphe 1 de la Décision du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC du 31 juillet 2001 (document G/L/461 daté du 7 août 2001), la Colombie a obtenu la prorogation, jusqu'au 31 décembre 2001, de la période de transition pour l'élimination des MIC;

Que, conformément au paragraphe 2 de la Décision du Conseil du commerce des marchandises de l'OMC, figurant dans le document G/L/461, la Colombie a demandé une prorogation additionnelle de deux ans, à partir du 1^{er} janvier 2002, pour l'application de la politique d'absorption de la production nationale de produits agricoles;

Que ladite prorogation prévoit la suppression progressive de la politique d'absorption de la production nationale pour le 31 décembre 2003 au plus tard;

Que le Conseil du commerce des marchandises, par sa décision du 5 novembre 2001, figurant dans le document G/L/498 daté du 9 novembre 2001, a prorogé la période de transition pour la Colombie jusqu'au 31 décembre 2003, en ce qui concerne les MIC pour lesquelles elle a demandé une prorogation additionnelle de la période de transition;

Que la Colombie a l'obligation de faire rapport au Conseil du commerce des marchandises au sujet des progrès accomplis dans la suppression progressive des MIC;

Que les produits visés par la mesure qui devait être supprimée au cours de l'étape qui a pris fin le 31 décembre 2001 sont ceux qui relèvent des positions tarifaires mentionnées ci-après:

0207320000	0207330000	1502001100	1502001900
1502009000	1503000000	1506001000	1506009000
1515900000	1516100000	1516200000	3823110000
3823120000			

Que, en application du programme d'élimination progressive que la Colombie s'est engagée à respecter, conformément aux documents G/C/W/296 et G/C/W/340, les produits devant être exclus du champ d'application de la politique d'absorption à compter du 1^{er} janvier 2003 sont ceux qui relèvent des sous-positions mentionnées ci-après:

1507100000	1507900010	1507900090	1511100000
1511900000	1512110000	1512190000	1512210000
1512290000	1513110000	1513190000	1513211000
1513291000	1514110000	1514190000	1514910000
1514990000	1515210000	1515290000	1515500000
2309101000	2309109000		

DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Article premier. L'article premier du Décret n° 2439 de 1994 est modifié en ce sens que le visa du Ministère de l'agriculture et du développement rural ne sera plus exigé pour les demandes d'importation de produits relevant des sous-positions ci-après du Système harmonisé:

0207320000	0207330000	1502001100	1502001900
1502009000	1503000000	1506001000	1506009000
1507100000	1507900010	1507900090	1511100000
1511900000	1512110000	1512190000	1512210000
1512290000	1513110000	1513190000	1513211000
1513291000	1514110000	1514190000	1514910000
1514990000	1515210000	1515290000	1515500000
1515900000	1516100000	1516200000	2309101000
2309109000	3823110000	3823120000	

Article 2. Le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication et annule les dispositions qui lui sont contraires.

Pour publication et exécution.
Fait à Bogotá, D.C., le 13 janvier 2003

ÁLVARO URIBE VÉLEZ

Le Ministre des finances et du crédit public,
Roberto Junguito Bonnet.

Le Ministre de l'agriculture et du développement rural,
Carlos Gustavo Cano Sanz.

Le Ministre du commerce extérieur,
Jorge Humberto Botero Angulo.